

urbanews

EDITORIAL

Une recherche ouverte sur la ville

Les maux de la ville appellent les médecins de la ville que sont aménagistes, ingénieurs, architectes. Mais soigner ne suffit pas. Il faut comprendre, explorer, anticiper. C'est le défi de la recherche et du progrès des connaissances. C'est aussi un enjeu politique pour des décideurs locaux qui visent trop souvent des objectifs sectoriels à court terme. En ce début du 21^e siècle la recherche porte sur les nouveaux enjeux autour des questions du développement durable, de l'avenir de villes socialement équitables, de décentralisation et démocratisation, de participation citoyenne et partenariat public-privé. Derrière les discours catastrophistes sur le gigantisme urbain et ses problèmes à résoudre, la recherche doit souligner la complexité des processus, identifier les dynamiques sociales et territoriales, ouvrir la réflexion sur les possibles et les alternatives. Les villes ne sont pas que des lieux de crise. Elles sont des espaces d'histoire, d'identité, de créativité, d'innovation, et des transformations essentielles dans le monde.

La planétarisation des processus d'urbanisation implique une organisation de la recherche avec des dispositifs plus transversaux et transdisciplinaires pour contribuer à repérer les tendances fortes et ajuster les régulations. C'est ce que tente de faire le Pôle national de recherche Nord-Sud dans un partenariat visant à atténuer les syndromes du changement global (voir p. 4). Les zones urbaines et périurbaines en mutation rapide représentent un des trois contextes étudiés. Le financent le Fonds national suisse de la recherche et la DDC. Les différents programmes s'efforcent d'apporter une meilleure compréhension des interactions entre les phénomènes sociaux, politiques, économiques et environnementaux, et entre les acteurs qui y participent. L'échange entre chercheurs et acteurs de la coopération est prometteur. Il exige un effort de valorisation de la recherche et communication des résultats dans un langage commun. Il pourrait en sortir de nouvelles logiques d'action publique pour redonner à la ville durabilité, force économique, qualité de vie et cohésion sociale.

Françoise Lieberherr



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
DDC

UNE IDEE

Développement urbain : Des défis mondiaux pour la coopération internationale

Les grandes tendances de l'urbanisation au début du 21^e siècle

L'entrée dans le nouveau millénaire marque l'aube de l'**âge urbain**. C'est le défi du 21^e siècle. En résumé trois grandes tendances façonnent l'évolution urbaine dans le monde.

Le monde s'urbanise. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la majorité de la population mondiale vivra dans les villes, et l'urbanisation sera la plus forte dans les pays en développement. Dans ces régions l'urbanisation ne ressemble pas à l'urbanisation passée des pays industrialisés. Elle est caractérisée par une forte croissance démographique et la faiblesse des ressources humaines et financières. Cette transition urbaine s'accompagne de tendances qui s'accroissent : pauvreté et sans abris, conflits ethniques, criminalité, violence, exclusion sociale.

Les gouvernements se décentralisent. Cette dernière décennie a vu un large courant de décentralisation politique, fiscale et administrative qui s'est réalisée à des degrés divers selon les pays. Elle correspond à un souci de rendre les gouvernements plus efficaces, et d'associer secteurs publics, privés et communautaires pour une plus grande responsabilité envers les citoyens. Cependant elle a été souvent mise en oeuvre sans les procédures d'accompagnement institutionnel et financier nécessaires. La société civile, comme troisième secteur distinct de l'Etat et du marché, y joue un rôle de plus en plus important dans un partenariat prometteur ouvrant la voie à une nouvelle gouvernance démocratique.

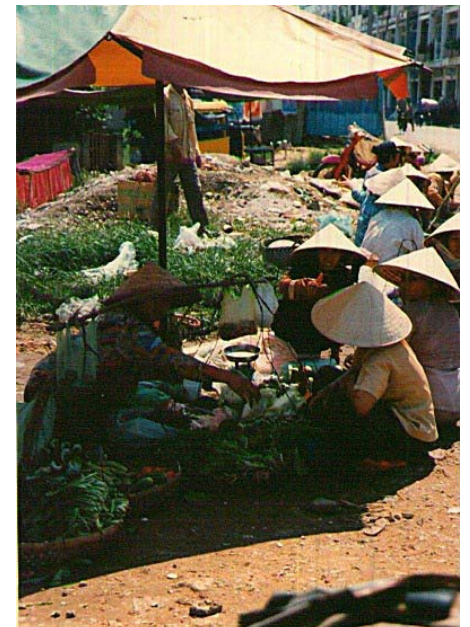
Les villes se globalisent et se localisent. Avec le développement des technologies de communication et des transports, les villes se sont reliées en réseaux interdépendants, facilitant leur accès aux marchés internationaux. L'émergence des "cités globales" (Sassen, 1991) concentre les lieux de production industrielle et de services, d'innovation, de décision et de financement et crée de nouvelles hiérarchies entre villes grandes, moyennes et petites. Mais parallèlement à l'impact de la globalisation s'imposent des réalités locales dans la mise en place de pouvoirs locaux et d'initiatives émanant de la société civile.

Des défis prioritaires

Si le monde est devenu urbain en termes de

densité démographique, distribution spatiale, activités économiques, comportements sociaux et modèles culturels, il en résulte les défis prioritaires suivants :

- **Autonomie des autorités locales**, qui se réalise par une décentralisation et une démocratisation appropriée favorisant l'équité sociale et la responsabilité citoyenne.
- **Une gouvernance urbaine participative**, qui contribue à promouvoir l'idée de "ville ouverte" où chacun, indépendamment de son revenu, sexe, âge, race ou religion, peut participer aux opportunités qu'offre la ville.
- **La lutte contre la pauvreté urbaine**, qui privilégie une approche plaçant les pauvres au centre du développement, non comme des victimes mais comme des acteurs responsables et capables, possédant des savoirs, savoir-faire, réseaux et droits.



Commerce de la rue à Ho Chi Minh Ville, Vietnam (J-C Bolay)

- **Des actions pour des villes sans taudis**, qui favorisent la transformation et l'intégration des bidonvilles à leur contexte urbain à travers des stratégies de réduction de la pauvreté, amélioration des

UNE IDEE

infrastructures, fourniture des services de base et de logements. A promouvoir par des politiques positives refusant la logique du bulldozer au profit d'un droit des pauvres à une vie décente.

- **L'eau potable et l'assainissement, survie et dignité des pauvres** selon le slogan des Nations Unies, dont l'accès déficitaire représente un défi explosif menaçant la santé et les conditions de vie de plus de 2 milliards d'habitants.

- **L'environnement urbain**, qui enregistre une montée des risques pour son équilibre : prolifération des déchets, décharges non contrôlées, eau contaminée, pollution de l'air domestique et extérieur sont le quotidien pour des centaines de millions d'urbains dans les villes du Sud, auxquels s'ajoutent les risques de catastrophes écologiques.

- **Pour des villes durables**. Une majorité de villes dans les pays du Sud, où se propagent pauvreté, dégradation environnementale, inégalités, tensions sociales et insécurité, forme un panorama de villes non durables.



Campagne politique en République Dominicaine (J-C Bolay)

La coopération urbaine internationale

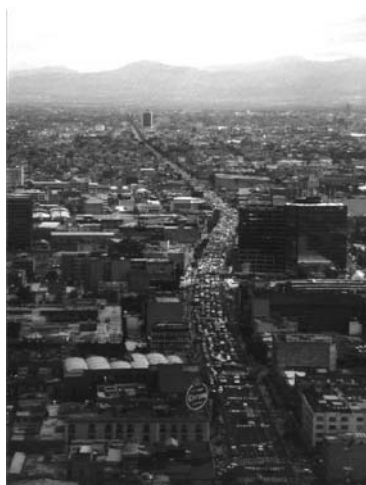
Pour répondre à ces défis la coopération urbaine internationale œuvre depuis des décennies, mais avec des moyens financiers limités, dans ce domaine d'intervention encore mal reconnu. Au 20^e siècle les approches ont évolué d'une vision pessimiste des villes, craignant une croissance démographique incontrôlable, vers une perception plus positive des villes comme moteurs des économies nationales et globales. Ainsi les stratégies de développement ont passé de la promotion du développement rural pour freiner l'urbanisation vers une approche de gestion des phénomènes urbains. Dans notre monde d'inégalités, elles doivent promouvoir le droit à la ville pour tous contre la ville divisée où se côtoient quartiers de misère et ghettos de luxe, contre l'exclusion sociale, qu'il s'agisse de pauvres, femmes, Noirs, Indiens, ou métis. Promouvoir aussi une culture citoyenne où les habitants se sentent des citoyens responsables et non de simples clients de services

urbains. C'est le pari de s'engager dans une nouvelle forme de contrat social pour habiter des villes vivables au 21^e siècle.

Dimension urbaine de la coopération suisse

L'histoire du développement urbain à la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) remonte à plus de 20 ans. La DDC finançait alors quelques projets en appui à la micro-entreprise et au secteur informel, en particulier dans le domaine de l'habitat. Cela correspondait aux orientations définies dans les Lignes directrices urbaines de 1980 qui mettaient l'accent sur l'intégration régionale, le développement local et l'accès aux services. Dès lors le nombre de projets urbains a progressé (de 15 projets entre 1982 et 1985 à 41 projets dans les années suivantes), se réalisant notamment au Cameroun, Burundi, en Indonésie et Bolivie, mais ces actions restaient ponctuelles et dispersées. En 1987 un Secteur urbain a été créé au sein des Services sectoriels de la DDC. Il a réalisé entre autres un Programme sectoriel pour les années 1990-1992, une Politique DDC de développement urbain en 1995 sur la base des expériences acquises, et un document stratégique 1998-2001. Un inventaire sur les activités suisses en milieu urbain a permis de définir la dimension urbaine du développement à la DDC comprenant les projets sectoriels (eau, santé etc.) et les projets globaux de gestion urbaine concernant le fonctionnement même des villes. De 1993 à 1998, plus de 270 actions DDC ont été réalisées en milieu urbain en Afrique, Asie et Amérique latine ainsi que dans l'Europe de l'Est pour un budget annuel bilatéral de 156 mio CHF représentant 32% du budget bilatéral de la DDC.

Actuellement la DDC appuie des **programmes urbains** dans différents pays, Burkina Faso, Vietnam, Bulgarie, Serbie et autres que nous avons décrits dans les éditions successives de Urbanews. Ils s'orientent prioritairement sur la gouvernance locale, la décentralisation, le renforcement des capacités, le renforcement de la société civile, la création d'infrastructures et la lutte contre la pauvreté.



Mexico City, une gestion métropolitaine pour près de 20 millions d'habitants

La DDC participe aussi au **dialogue politique international** à travers les principaux réseaux urbains multilatéraux et bilatéraux, parmi lesquels ceux du Urban Management Programme/UMP (PNUD, UN-HABITAT, Banque mondiale, et bilatéraux) et du Groupe d'experts urbains de la Commission de l'Union européenne. La Politique de Développement urbain de la DDC, définie dans une conception innovatrice **transsectorielle** de l'urbain, donne un cadre très large pour une **approche systémique** avec deux champs d'action centraux : villes intermédiaires et interdépendance urbaine-rurale. Les villes intermédiaires jouent un rôle de relais régional entre les grandes agglomérations urbaines et les petites villes à rayonnement local et zones rurales. Elles représentent aussi des lieux privilégiés pour l'émergence d'une gouvernance participative et d'une citoyenneté démocratique, tels que l'illustrent les programmes urbains DDC de Yogyakarta en Indonésie Nam Dinh et Dong Hoi au Vietnam, ainsi que celui des villes moyennes au Burkina Faso. L'interdépendance urbaine-rurale constitue un champ concret pour mettre en oeuvre des stratégies qui agissent sur la complémentarité et les synergies entre potentialités urbaines et rurales.



Circulation dans une rue de Ouagadougou, Burkina Faso (J-C Bolay)

Quatre orientations stratégiques guident la Politique de Développement urbain de la DDC :

- **la gestion et la gouvernance urbaines** représentent les deux piliers permettant de mieux organiser les villes et assurer productivité, convivialité et durabilité.

- **l'économie urbaine**, surtout informelle, assure des stratégies de survie pour une majorité des habitants des villes.

- **la pauvreté urbaine**, conçue dans une approche multidimensionnelle et de soutien aux initiatives des urbains les plus défavorisés, vise à plus d'équité sociale.

- **l'environnement durable**, par des approches intégrées, tend à assurer de meilleures conditions de vie en particulier des plus pauvres en réduisant les effets négatifs sur la santé et le cadre de vie.

Les enjeux urbains actuels de la DDC se concentrent sur le dialogue politique au niveau international, la capitalisation des expériences urbaines, et la réflexion stratégique assurant les synergies entre les actions.

Françoise Lieberherr

12 points-clés stratégiques du développement urbain

1. Au début du 21^e siècle le développement de l'humanité s'inscrit majoritairement dans les villes. Les urbains représentent aujourd'hui la **moitié de la population mondiale**.
2. En 2025 dans les pays en développement la population urbaine aura presque **triplé**. Neuf urbains sur dix vivront dans les villes du Sud.
3. L'**urbanisation** est reconnue comme le **changement majeur au 21^e siècle** dans le monde entier. Elle transforme en profondeur les sociétés, les valeurs et les modes de vie de manière durable et irréversible.
4. Les villes sont les **foyers des changements globaux mondiaux** qui renforcent les interdépendances des flux de capitaux et migrations internationales, la diffusion du savoir, l'innovation, ainsi que les risques collectifs en matière d'environnement, santé, précarité, exclusion.
5. Les villes sont les **moteurs** de la croissance économique, du changement social et de la diversité culturelle dans le développement d'un pays. Elles contribuent indirectement à améliorer la productivité et les conditions de vie dans les zones rurales.
6. Les villes représentent aussi des **laboratoires vivants** de démocratie et gouvernance participatives, d'intégration des minorités et de conservation culturelle renforçant l'identité nationale.
7. La **mondialisation** s'est considérablement accentuée ces dernières années. Elle produit un contexte de compétition qui ne favorise qu'une minorité de villes et augmente les inégalités entre les cités comme à l'intérieur des villes, et entre le Nord et le Sud.
8. Les "**villes informelles**" ou "clandestines" s'étendent dans les pays du Sud : logement, travail, transport et autres services réglés par des procédures illégales concernent 40 à 60% des habitants, impliquant en permanence insécurité et stratégies de survie.
9. La **pauvreté** augmente beaucoup plus rapidement en milieu urbain qu'en milieu rural. Pour 1,1 milliard de pauvres dans les villes aujourd'hui, on en comptera 1,5 milliards d'ici 20 ans.
10. Une majorité d'habitants des bidonvilles et autres quartiers informels n'ont pas d'accès à l'eau potable, l'assainissement et aux services de base, c'est-à-dire que les **droits à l'eau**, à la **santé**, à l'**éducation** assurant leur survie et leur dignité leur sont refusés.
11. La **pollution** des villes et la consommation urbaine des ressources ont un fort impact négatif sur les régions rurales avoisinantes au-delà des limites urbaines.
12. Les **villes intermédiaires** ont un rôle significatif à jouer parce qu'elles forment le tissu des régions et l'articulation entre l'arrière-pays et les centres urbains de marché et de services.

Françoise Lieberherr

Technologies et participation Thiès, Sénégal: les systèmes d'information au service de la gestion urbaine concertée

La recherche-action pour élaborer des instruments et modèles d'aménagement participatifs à Thiès

Depuis 1999, le laboratoire Hydrologie et Aménagements (HYDRAM) de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et l'ONG ENDA-TM mènent une expérience originale de mise à disposition des technologies de l'information pour dynamiser la gestion urbaine et la concertation.

Appuyé par la DDC par un accord de recherche avec l'EPFL en 1998, puis intégré au sein du NCCR N-S (voir article p.4) le projet IMAP (instruments et modèles pour un aménagement participatif) est né de la volonté des autorités locales et des acteurs du développement de Thiès de tester des modèles d'aménagement qui prennent mieux en compte les réalités socio-économiques et offrent une alternative à la planification classique, rigide et lourde. Les lacunes de communication entre acteurs et d'information sur le territoire ont rapidement mis en évidence le besoin de créer un espace de concertation sur le développement local.



Renforcer le forum de concertation avec un système d'information

Fort de leurs expériences dans les systèmes d'information et dans la réalisation d'observatoires urbains, l'EPFL et ENDA-TM ont misé sur l'implantation des nouvelles technologies pour instrumenter les espaces d'échange. Ils ont ainsi réalisé un système de monitoring urbain pour les acteurs locaux, composé d'une base de données et d'indicateurs spatialisés de développement.

Pour acquérir et mettre à jour l'information, le modèle retenu part de la mise en commun des données que possèdent les différents acteurs de l'urbain (Etat, services déconcentrés, autorités décentralisées, mais également représentants des quartiers, des villages voisins et des principales associations de la société civile). Au travers de l'observatoire, les acteurs bénéficient en retour d'une meilleure connaissance du territoire et d'outils d'aide à la décision. Ce modèle offre ainsi une alternative aux enquêtes fastidieuses et onéreuses qui limitent généralement la pérennité de ce type d'instruments.

La mise en œuvre des technologies pour le dé-

veloppement a cependant posé bon nombre de défis aux partenaires du projet : les connaissances informatiques limitées des acteurs ont montré la nécessité d'élaborer une interface conviviale et facile d'utilisation, ainsi que de renforcer la formation ; le manque de moyens techniques a amené à la mobilisation des ordinateurs disponibles localement, de même que les cybercafés ; la qualité des données existantes a nécessité d'adapter la base de données et les traitements de l'information pour prendre en compte les manques et imprécisions ; finalement, le processus a été institutionnalisé, étant présidé par les maires de la ville et de la communauté rurale voisine.



Une amélioration durable de la gestion urbaine

La mise en œuvre de l'observatoire spatialisé a rapidement eu des répercussions sur la gestion urbaine : meilleure connaissance du territoire et de ses acteurs, prise en compte de revendications, concertation sur certaines options de gestion, élaboration d'une planification stratégique concertée.

Avec le soutien de ENDA et de l'EPFL, les services techniques communaux s'emploient à faire vivre l'observatoire et à coordonner les activités de concertation. Même si le chemin vers une totale autonomie reste long, l'information permet aujourd'hui d'initier des actions de gestion plus cohérente, ainsi que de mettre en évidence leurs répercussions sur le développement local.

Vers des observatoires urbains spatialisés

L'association de la planification stratégique et d'un observatoire spatialisé ouvre d'intéressantes perspectives pour les villes en développement, qui sont prises entre des dynamiques de croissance extrêmes et un manque de moyens pour leur gestion. L'expérience intéresse ainsi d'autres villes, en particulier le réseau des observatoires d'Afrique Francophone (OVAF) qui cherche à promouvoir les nouveaux instruments de gestion urbaine.

Alexandre Repetti et Marc Soutter, EPFL

Pour en savoir plus:

<http://hydrum.epfl.ch/labo/amen/IMAP.html>
<http://www.enda.sn/rup>

Partenariat de recherche scientifique Nord – Sud : Syndromes du changement global, comprendre et changer le monde ... et les villes aussi

Un réseau international de chercheurs face aux défis du développement durable

Depuis bientôt 3 ans, 8 équipes de recherche interdisciplinaire de 6 institutions scientifiques suisses et leurs partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique Latine participent au pôle national de recherche Nord-Sud (NCCR N-S / <http://www.nccr-north-south.unibe.ch/>) sur l'atténuation des syndromes du changement global. Sous la direction du Centre Environnement et Développement de l'Université de Berne le programme de recherche est programmé pour durer de 10 à 12 ans. Quelque 250 chercheurs dans 32 pays de toutes les régions du monde se proposent de déterminer quels sont les changements globaux, tant environnementaux que sociétaux qui déterminent le devenir de la planète, unissant les pays en développement aux pays industrialisés, et quelles sont les solutions à envisager pour faire face aux grandes déficiences qui pénalisent les pays pauvres. Dans une collaboration interactive avec les pays du Sud, ce programme vise 3 objectifs: expertise scientifique, renforcement des capacités, empowerment.

La première étape a permis l'identification des problèmes essentiels qui caractérisent ces sociétés dans trois contextes géopolitiques spécifiques – les régions de montagne (lowland-highland), les régions arides et semi-arides et les régions urbaines et périurbaines. La mise en réseau des chercheurs du Sud et du Nord a contribué, par une série de séminaires régionaux, à fixer les priorités thématiques sur lesquelles travailler, déterminant des ensembles de problèmes majeurs (clusters of core problems), les syndromes et les actions à mener pour y faire face, tant sur le plan global que local.

Un programme à la recherche de solutions novatrices

Cofinancé par le Fonds national de la recherche scientifique (FNS), la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et les institutions scientifiques regroupées dans le pôle, le NCCR N-S favorise une recherche orientée vers l'application de solutions novatrices. Pour la première fois dans un cadre de recherche lancé depuis la Suisse, ce sont ainsi quelque 60 doctorants qui étudient l'un ou l'autre aspect du changement global, apportant cohérence et complémentarité à cette indispensable réflexion, formant la base à une multitude de connaissances nouvelles et alimentant une réflexion d'ensemble grâce à une collaboration entre toutes les équipes de recherche. Chaque région du monde est désormais suivie par le NCCR grâce à un bureau régional de coordination (RCO), de manière à organiser sur les plans scientifique et

administratif les travaux qui s'y déroulent. Ce RCO permet en outre aux partenaires de chaque région (dénommée JACS) de proposer des projets d'accompagnement, actions expérimentales offrant une opportunité de tester pendant quelques mois de nouveaux projets concrets dans des domaines aussi variés que la formation des acteurs locaux et le renforcement de leur capacité à agir face aux enjeux d'un développement durable.



Problèmes urbains et empowerment social

Pour ce qui a trait à l'urbain, en lien direct ou indirect avec les autres milieux de vie, 4 régions du monde font désormais l'objet de 4 grands projets intégrateurs:

- **Renforcer la santé pour créer du bien-être** en Afrique de l'Ouest: une collaboration dirigée par l'Institut tropical suisse et le Centre suisse de recherche scientifique d'Abidjan aborde les questions de santé publique des populations urbaines et nomades afin d'améliorer la planification et l'intervention dans ce domaine.



A la frontière entre Haïti et la République dominicaine (IP5, LaSUR/EPFL)

- **Eau, environnement et agriculture urbaine** en Asie du Sud Est: SANDEC-EAWAG associé à l'Asian Institute of Technology de Bangkok recherche des alternatives aux technologies conventionnelles d'assainissement environnemental qui soient techniques et socio-économiquement adaptées aux conditions locales.

- **Gouvernance, développement humain et environnement** en Amérique du Sud: l'IUED

(Institut universitaire d'études du développement, de Genève) dirige conjointement avec AGRUCO de l'Université Mayor San Simon de Cochabamba, en Bolivie, un projet qui examine la gouvernance à travers 6 thématiques clés: risques, citoyenneté, ressources naturelles, éthique, genre et politiques publiques.

- **Pratiques sociales et empowerment dans des sociétés urbaines** en Amérique centrale et aux Caraïbes: l'EPFL, par son Laboratoire de sociologie urbaine (LASUR) coordonne avec l'ONG Investigación y Desarrollo de Proyectos Submetropolitanos de Mexico plusieurs études visant à décrypter les pratiques sociales des populations urbaines les plus démunies en réaction aux politiques de la ville implantées par les autorités locales et nationales, en vue de comprendre l'impact de ces pratiques sur la transformation du territoire et proposer des alternatives aux modes de gestion habituels.

Penser globalement et agir pour obtenir un impact local

Par la concentration des compétences et l'importance des moyens financiers, le NCCR Nord-Sud au même titre que les 13 autres pôles financés depuis 2001 apporte une véritable plus-value scientifique face à la dispersion trop souvent constatée au sein des milieux académiques. "Penser globalement et agir en réseaux pour avoir un impact au niveau local" pourrait, en synthèse identifier cette nouvelle politique de la science appliquées aux questions de développement durable et aux relations Nord-Sud. La crise du développement, reconnue par tous les experts, et l'accroissement manifeste des villes du tiers-monde sont deux phénomènes caractéristiques de notre époque. Cela justifie pleinement l'urbain comme axe transversal pour de nombreuses activités scientifiques menées à bien par le NCCR N-S.

Jean-Claude Bolay

Demain est un autre jour : Forum Urbain Mondial 2004

La ville espagnole de Barcelone se prépare à recevoir quelque 2000 délégués représentant les gouvernements, les autorités locales, les ONG et autres experts urbains du monde entier pour le second Forum Urbain Mondial organisé par UN-HABITAT du 13 au 17 septembre 2004

<http://www.unhabitat.org/wuf>

Informations et contacts :

Editeurs responsables

DDC – F. Lieberherr

francoise.lieberherr@deza.admin.ch

SuD-Consult – J-C Bolay

jcbolay@hispeed.ch

http://nccr-ns.epfl.ch/autres_urban_fr.asp